

CONTRIBUTION AUX DÉBATS DU CDFN de mai 2023

Le mouvement encore en cours contre la réforme des retraites en France est un révélateur de l'évolution dangereuse de la France sous les gouvernements Macron successifs et de la crise démocratique qui vient s'ajouter à la crise sociale. L'exécutif, totalement inféodé aux intérêts financiers, fait largement usage de la force pour tenter de dissuader toute contestation comme de tous les pouvoirs que lui donne une constitution permettant de ne pas tenir compte de l'avis majoritaire entre deux élections présidentielles ou législatives, pour mettre en œuvre des politiques néolibérales contraires à l'intérêt général.

Macron, c'est en effet le renforcement des inégalités et l'injustice comme ligne politique : retraites, voie pro, chômage, fiscalité, services publics, logement, droit des exilé-es...

Macron, c'est aussi l'incompétence politique : aucune vision des enjeux d'avenir et des nécessités de préservation de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, seul le profit à court terme des grandes entreprises compte.

Et par voie de conséquence, Macron, c'est l'autoritarisme : les violences policières et les atteintes aux libertés augmentent, au point que le rapport du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU du 1er mai dernier alerte et invite la France repenser ses politiques en matière de maintien de l'ordre, après des alertes analogues du conseil de l'Europe et de la Contrôleuse des lieux de privation de liberté.

Macron, c'est aussi le maintien de l'extrême droite à un haut niveau avec le risque accru de la voir arriver au pouvoir en 2027.

La **crise démocratique**, patente depuis mars et perçue comme telle à une échelle de masse, doit rester un élément constitutif des journées de mobilisations interprofessionnelles mais aussi être l'objet d'un combat spécifique. Il faut que le syndicalisme prenne à bras le corps le fait qu'une partie de l'appareil d'État fait le choix d'une forme de démocratie illibérale en préparant encore plus la voie à l'extrême droite. Un travail d'élaboration unitaire rassemblant, en plusieurs temps peut-être, et dans le respect des prérogatives de chacun, le mouvement associatif, syndical et les organisations politiques de

gauche, doit permettre de dégager des revendications unitaires visant à cristalliser l'exigence démocratique sur les terrains politiques, institutionnels et des libertés publiques. Ce cadre pourrait donner lieu à des mobilisations spécifiques articulées avec les mobilisations sociales en cours.

L'un des acquis majeurs de ce mouvement est le fait que l'ensemble des problématiques que draine le sujet des retraites a pu être approprié largement par la population : de la question du travail et de son intensification au détriment des travailleur·euses à celle d'une plus juste répartition des richesses dans un contexte inflationniste, en passant par une exigence démocratique réaffirmée. La bataille de l'opinion a été gagnée. Même si la loi a été promulguée, il n'y a donc pas de défaite pour le mouvement social mais bien une « victoire morale ». Le mouvement syndical en sort renforcé.

Le combat n'est pas fini, car la question des retraites reste centrale. La proposition de loi du groupe Liot qui doit être soumise au vote de l'Assemblée nationale le 8 juin est une prochaine étape, que craint d'ailleurs la Macronie. Même si la suite du cheminement parlementaire de ce projet de loi est en réalité incertaine, le groupe Renaissance et le gouvernement, se sachant minoritaires sur le vote, cherchent à l'empêcher par tous les moyens, pour éviter une nouvelle défaite politique face à l'opinion publique entraînant un regain de mobilisation sociale.

Il est donc nécessaire pour le mouvement social de réussir la journée d'action du 6 juin appelée par l'interpro, en

l'adossant clairement au vote du 8 juin pour mobiliser, mais aussi en la liant aux autres questions « brûlantes », comme étant des éléments d'une même politique : les salaires posent, comme le financement des retraites ou l'indemnisation du chômage, la question du partage des richesses produites. Il en va de même, selon une même logique de tri social et de mise à disposition aux entreprises du travail presque gratuit des enfants, pour les réformes en cours dans l'Éducation (voie pro, Pacte, collège etc.) ou du refus de s'attaquer à la ségrégation sociale dans le système éducatif, exacerbée notamment par l'enseignement privé, aux frais de l'État. La logique qui sous-tend la création de France Travail est la même : faire primer les intérêts à court terme du patronat et des actionnaires sur l'intérêt général.

En effet, le contexte a changé. On le voit avec de nombreux secteurs qui ne trouvent pas de personnels, des salarié·es qui n'hésitent plus à démissionner, des salarié·es qui négocient leurs salaires, et conditions de travail dans un contexte de taux de chômage bas. Pour inverser ce rapport de force plus favorable aux salarié·es, le gouvernement crée son bras armé, France travail, en injectant ou réinjectant le plus de personnes possibles sur le marché du travail (jeunes, seniors, bénéficiaires RSA) avec pour seul mantra la réponse aux besoins immédiats des entreprises par la baisse des salaires !

La FSU doit se saisir de ce projet de loi, et de ses diverses conséquences néfastes, sur la jeunesse, les bénéficiaires de minima sociaux, sur les cartes des formations en régions, et proposer une expression publique et des actions collectives de l'interpro.

Le potentiel de mobilisation est là

Le premier mai, historique, a rassemblé sept à dix fois plus de personnes que celui de l'année passée, hissant cette journée de mobilisation parmi les six plus fortes de ces derniers mois. Cela prouve la disponibilité à la lutte d'une population nullement découragée par la surdité et l'autoritarisme du gouvernement. La journée du 6 juin peut donc être forte à nouveau, à nous de la réussir !

Il faudra aussi continuer après cette date d'occuper le terrain social jusqu'à l'été, tout en préparant des actions pour la rentrée. Les périodes de mobilisation sont propices à l'appropriation par une grande part de la population des enjeux politiques de la période. Il est de notre responsabilité de d'entretenir la mobilisation au-delà de la séquence sur les retraites, afin de légitimer une alternative sociale et progressiste au libéralisme autoritaire d'un Macron et à l'hypothèse RN.

L'interpro constitue un bon cadre d'échanges sur les dynamiques dans les différents secteurs et de proposition de dates ou périodes d'action concernant le salariat dans son ensemble et il est essentiel d'essayer d'en préserver l'unité sur la durée tout en portant nos exigences.

Le cadre de l'interpro peut également être le lieu d'une analyse du mouvement social exceptionnel que connaît notre pays, amenant à une réflexion approfondie collectivement sur le syndicalisme français, ses forces, ses faiblesses et les évolutions possibles. Le syndicalisme doit mener cet exigeant travail d'analyse afin de déterminer des perspectives de construction et de nouvelles propositions stratégiques intégrant les éléments de la crise politique pour conduire son camp à la victoire.

Pérenniser le cadre de l'interpro pour des discussions constructives sur les divergences de vue entre organisations syndicales et la manière de les surmonter constituerait un progrès pour le mouvement syndical en France.

Par ailleurs, au vu de la nouvelle situation syndicale et en parallèle, la FSU doit avancer sur la façon de porter sa proposition des États généraux du syndicalisme de transformation sociale, sans exclusive, pour construire un nouvel outil syndical avec les organisations intéressées.

Le cadre de l'interpro est aussi le bon lorsqu'il s'agit d'articuler les mobilisations, qui peuvent aussi être uniquement sectorielles, avec le calendrier politique : ainsi, alors que le gouvernement invite les employeurs à augmenter les salaires rongés par l'inflation, il faut également en amont du débat budgétaire, faire pression sur le Parlement, qui donne (ou pas) à l'État employeur les moyens de payer ses agent·es.

Il y a urgence pour la Fonction publique d'obtenir la hausse du point d'indice : depuis le 1^{er} mai, l'inégalité et l'absence de perspective salariale sont augmentées dans les trois versants de la fonction publique. 8 échelons de la grille de catégorie C sont désormais au même indice – au niveau du SMIC – qui est également le même pour le début de la grille de catégorie B !

Plus que jamais, l'augmentation de 70 points d'indice net par échelon de manière rétroactive que revendique la FSU est une nécessité. Il nous faut mener la bataille pour l'obtenir et actualiser nos revendications à l'aune de l'inflation et du manque d'attractivité patent des emplois publics.

Cela suppose de relancer dans un cadre unitaire large, dépassant l'interpro, une **campagne pour la réhabilitation de l'impôt**, à rebours des annonces démagogiques de Macron d'allègement des impôts pour les classes moyennes, ou de la propagande anti-impôts et services publics que constitue la plate-forme « En avoir pour mes impôts » lancée par Attal. Il est indispensable de mettre fortement en évidence que ces annonces de baisses d'impôt sont le prétexte à de nouvelles restrictions programmées dans les services publics, tout comme les allègements de cotisations sociales sont des motifs de régressions en matière d'assurance-maladie, chômage,

retraites. Il nous faut rappeler que les très riches sont les vrais et grands bénéficiaires des allègements fiscaux, et faire comprendre qu'avec un pouvoir d'achat en baisse, les une dégradation des services publics obligeant à recourir au privé et une baisse des prestations sociales coûterait aux classes moyennes beaucoup plus cher qu'une éventuelle baisse de leurs impôts. Il nous faut enfin rappeler ce que les baisses d'impôts et les exonérations fiscales coûtent à la société.

Dans l'Éducation, les « 100 jours d'apaisement » sont l'occasion d'une accélération des attaques néolibérales.

Les annonces de Macron sur le handicap promettent la casse des métiers et des moyens de la prévention et l'adaptation scolaires, et toujours plus de précarité aux AESH et aux AED. Les grands travaux sur la mixité sociale engagés par Ndiaye ont accouché d'une souris sous la pression de la droite et de l'enseignement privé. Les nouveaux programmes de sciences sont parus pour le cycle 3, entérinant la fin de l'enseignement de la technologie en 6e, pour financer une heure d'approfondissement / consolidation en français et mathématiques qui externalise la remédiation de la difficulté scolaire et officialise des groupes de niveau dès la Sixième. Les annonces sur le Pacte sont venues confirmer l'avènement de la découverte des métiers en Cinquième. Le Pacte apparaît clairement pour ce qu'il est : absolument pas un outil de « revalorisation » mais un instrument permettant au pouvoir d'enfoncer le coin de la contractualisation dans les statuts des personnels et la casse des collectifs de travail et du sens de nos métiers (signer le Pacte, c'est se soumettre davantage aux pressions managériales pour faire éventuellement plus mais pas mieux, et sans être véritablement mieux payé·e). Mais c'est aussi un instrument qui permet au gouvernement d'imposer ses réformes, comme la casse des lycées professionnels ou la généralisation du SNU. Alors que les premiers résultats des concours de recrutement font d'ores et déjà apparaître plusieurs centaines de postes qui ne seront pas pourvus en raison d'un nombre de candidat·es dramatiquement faible, les mesures « socle » de la nouvelle revalorisation « historique » dont se targue le ministre, dans la droite ligne de son prédécesseur, ne sont ni à la hauteur des annonces, ni suffisantes pour rattraper la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis 20 ans (les éléments positifs sont à mettre à l'actif de la mobilisation contre la réforme des retraites). La FSU et ses syndicats du secteur de l'Éducation ont engagé une grande campagne de décryptage pour mobiliser les collègues autour du refus du pacte, qui porte ses fruits. A l'occasion du CSAM du 31 mai, les rassemblements devant les IA et le ministère, peuvent constituer un premier rendez-vous de mobilisation permettant de préparer les esprits à une suite nécessaire à la rentrée, et ce d'autant mieux si nous saisissons l'occasion pour lancer une campagne d'opinion, en direction des usager·ères notamment, démontrant la

nocivité d'une telle politique. A une semaine du 6 juin, le 31 est aussi l'occasion de mobiliser pour cette nouvelle journée de grève qu'il nous faut réussir, en montrant les liens entre la réforme des retraites et la politique de sape de l'École publique.

Criminalisation des actions militantes

Le maintien de l'ordre en France a de moins en moins pour but de protéger les citoyens et les citoyennes, mais de plus en plus les intérêts du capitalisme financier, et il est de plus en plus violent à l'égard de la population, comme l'ont mis en évidence ces derniers mois les violences policières commises en marge des manifestations contre la réforme des retraites ou contre les méga-bassines. Et en dehors de la répression aveugle dans les manifestations, la répression s'exerce aussi de plus en plus à l'égard de celles et ceux qui mènent le mouvement social, dont en particulier les syndicalistes. La FSU est également touchée par cette répression, aux motifs futiles, destinée à intimider et décourager les militant·es. Les remontées des sections départementales ces dernières semaines sont éloquentes à ce sujet. Mais c'est aussi l'usage abusif du cadre légal avec le détournement la loi anti-terroriste pour empêcher des rassemblements et bâillonner la contestation.

Pour toutes ces raisons, il est donc important que la FSU continue de s'inscrire dans les cadres unitaires en formation sur les questions de libertés publiques et collectives et qu'elle œuvre dans le sens de leur rassemblement.

Banalisation des violences d'extrême droite

Les violences commises par des militant·es d'extrême droite se multiplient, dans une relative indifférence des autorités et du gouvernement, qui ne s'exprime pour les condamner fortement que lorsque la pression médiatique l'y oblige. Il nous faut être partie prenante, voire à l'initiative, de dynamiques unitaires visant à légitimer une alternative aux politiques libérales et autoritaires et au danger de l'extrême droite. La participation de la FSU aux rencontres nationales de VISA en juin est une bonne chose. La FSU et ses syndicats nationaux doivent lui donner de l'écho, auprès de ses syndiqué·es notamment en outillant aussi les sections départementales. Mais la lutte contre l'extrême droite ne peut être menée par le seul mouvement syndical. Ouvrir des cadres d'élaboration, de prises de position, de mobilisation, les plus unitaires possibles, avec l'ensemble des organisations du mouvement social, les partis politiques de gauche, est aujourd'hui indispensable. Cela doit être un chantier prioritaire pour la FSU dans la période à venir.

Droits

Des milliers de personnes, adultes et enfants, dorment dans la rue en France, des exilé·es et des expulsé·es ; les associations qui luttent pour les droits à étudier, travailler, résider en France et le droit au logement (RESF, LDH,

DAL, Utopia 56...) appellent l'intersyndicale sur des plateformes communes et des manifestations larges. La FSU doit engager ses militant·es à se joindre aux actions en cours, et poursuivre son engagement, notamment contre la loi Kasbarian Bergé (au Sénat le 14 juin) qui porte aussi atteinte aux droits syndicaux et de réunion. La FSU doit réaffirmer son soutien en exigeant la mise à l'abri et prise en charge par l'état des centaines de familles et jeunes exilé·es qui occupent des écoles vides, dans le pays, notamment à Grenoble et Paris.

Le dernier rapport de SOS Homophobie annonce une hausse de 28% des agressions LGBTIphobes par rapport à 2021. Le lieu de travail représente un peu moins de 10% des agressions recensées, ce qui en fait le 7ème contexte de violence. Bien des droits sont encore à arracher notamment au travail et à l'École : l'égalité salariale et de déroulé de carrière, des outils pour garantir la santé et la sécurité physique et mentale des travailleuses et travailleurs, le respect des identités de genre et des orientations sexuelles, etc. La FSU doit appeler à rejoindre les marches et marcher en juin, avec la CGT, Solidaires et d'autres forces, contre les LGBTIphobies.

Femmes

La négation totale des droits des femmes en Afghanistan est une tragédie pour les Afghanes, réduites à nouveau à l'esclavage domestique. En Iran, la répression continue de s'abattre sur les femmes qui veulent s'affranchir de l'oppression masculine contenue dans les diktats religieux et sur tous ceux qui s'opposent au régime. Mais les reculs des droits des femmes ne sont pas l'apanage des théocraties, ils s'observent également dans de nombreuses autres régions du monde, comme aux États-Unis, où la bataille rétrograde contre le droit à l'avortement connaît de nouveaux épisodes inquiétants. En France, où le droit à l'avortement est pourtant reconnu, la pénurie de misoprostol provoque des difficultés d'approvisionnement de pilules abortives rendant l'accès à l'IVG de plus en plus difficile dans certains territoires. Le gouvernement doit prendre des mesures au plus vite : lancement d'une production de misoprostol au niveau national ou européen et importation de génériques. Il est important que la FSU et ses syndicats nationaux relaient largement la pétition du collectif Avortement en Europe les femmes décident (dont elle fait partie) avec le Planning Familial et OTSMeds.

Numérique

Les profondes questions autour de l'intelligence artificielle se posent partout et notamment dans le monde de l'éducation. Or, le déploiement sans aucune réglementation de l'IA pose de nombreux et difficiles problèmes, à la fois éthique, politiques et pédagogiques. La FSU devrait rapidement se saisir de ce sujet pour proposer

des pistes de réflexion, des débats et des solutions avant d'être contrainte de réagir face à la lame de fond qui arrive.

De même, se posent des questions vives autour de la vidéo surveillance, des drones et du fichage tous azimuts : les déploiements se font sans discernement et au prétexte d'évènements sociaux « extraordinaires » (grandes manifestations, JO, rodéos urbains...). Pourtant les lois européennes encadrent et restreignent ces usages. Le gouvernement français passe outre et en force, créant les conditions d'une surveillance contraires aux libertés individuelles collectives.

Urgence climatique

Conformément aux prévisions du Giec formulées depuis des dizaines d'années et en cours de réalisation, la France risque fort d'affronter une nouvelle sécheresse en 2023. Une sécheresse sévère est déjà installée dans le Sud-Est, et près d'un tiers des départements ont des nappes phréatiques en niveau dégradé. Le gouvernement cherche des rustines, mais ne remet pas en cause le modèle agro-industriel : défense des méga-bassines à l'aide d'une débauche de fonds publics pour l'usage massif de forces policières surarmées, dérogations sur les interdictions de pesticides pour les producteurs de fruits, 60 millions d'euros seulement pour développer l'agriculture bio contre des centaines de millions de subventions à l'agriculture industrielle via les fonds de la PAC et demande à l'Europe de faire une pause dans la réglementation environnementale, rejoignant ainsi les demandes de l'extrême droite et de la droite climato-sceptique au Parlement européen... La volonté affichée dans le projet de loi Industrie verte, présenté le 16 mai en Conseil des ministres, de relocaliser des productions en réutilisant des friches industrielles affiche une intention d'aller dans le bon sens. Mais sans une définition claire de ce qu'est l'industrie verte, les dispositifs d'aide et les incitations fiscales pourraient s'appliquer à n'importe quelle entreprise. La loi risque donc surtout d'ouvrir grand la porte au greenwashing. Il sera donc plus que jamais nécessaire de peser sur les débats, sur ce sujet qui concerne le monde du travail comme l'ensemble de la société. Le cadre de l'Alliance écologique et sociale reste totalement pertinent à cet égard, et il nous faut souhaiter que les débats internes de la CGT se concluent rapidement par la réaffirmation de sa participation aux travaux et actions de ce collectif. L'engagement des militant·es de la FSU dans les actions locales et collectives à l'initiative d'Attac, des Soulèvements de la terre doit se poursuivre.